

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 10, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION :
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 75 37 50 75
 Union Postale. 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Paris qui marche

Il est fort peu question, dans les conversations du jour, de la disparition du passage du Saumon. Je ne dirai pas que cela m'a tristesse, mais je ressens néanmoins cette impression un peu mélancolique que l'on éprouve toujours quand on se trouve à peu près seul à un enterrement ; impression très désintéressée dans la circonstance, car le passage du Saumon n'évoque pour moi aucun souvenir personnel. Je reconnais même qu'il choisit mal son moment pour disparaître. En d'autres temps, on aurait pu lui faire un petit bout de conduite. On a aujourd'hui d'autres préoccupations, des sujets d'article plus passionnants. Et je ne suis pas bien sûr qu'on ne se demandera pas ce qui me prend ainsi à verser quelques larmes, d'ailleurs fugitives, sur ce coin de Paris où ni vous ni moi ni personne n'allions plus jamais.

C'est bien simple, et un philosophe l'a dit avant ce jour : nous ne partageons jamais les chagrins d'autrui que parce que nous craignons qu'ils ne nous arrivent un jour. C'est de la pitié que nous mettons à la caisse d'épargne, sans être autrement certain qu'elle nous sera rendue. Ce passage du Saumon, il fut, en son temps, ce que sont aujourd'hui la rue de la Paix et l'avenue de l'Opéra. Il était un peu plus court, c'est entendu, mais il était tout aussi fréquent. Et la mode partait de là pour se répandre dans Paris et aller faire ensuite son tour de France et son tour du monde.

Oui, dans ce renforcement de la rue Montmartre où il semble que deux personnes aient peine, à présent, à passer de front, les équipages s'arrêtaient autrefois toute la journée, et la cohue ne cessait pas. Le passage appartenait aux modistes, comme le Palais-Royal aux bijoutiers, l'Odéon aux bouquinistes, les quais aux oisillons. Nos grands-mères sont toutes allées se coiffer au passage du Saumon ; peut-être même leur est-il arrivé d'y coiffer nos grands-pères, car les rendez-vous de noble compagnie se donnaient tous en ce galant séjour. C'est là que se trouvaient les bonnes faiseuses et qu'apparaissaient, aux pimpantes devantures, les premières nouveautés de la saison. Dans tous les vaudevilles de l'époque, dans les revues de fin d'année, le passage du Saumon tient une place des plus honorables, et, de nos jours même, il ne manque pas de vieux beaux ni de vieilles gardes qui cernent sa splendeur, et qui assistent à sa décadence.

Il est vrai que tant d'autres lieux eurent le même destin ! J'ai parlé de ce pauvre Palais-Royal dont le nom vient toujours à la pensée chaque fois qu'on veut évoquer une ruine. On a eu beau y installer le Conseil d'Etat et même la Cour des comptes, cela n'a pas suffi à lui rendre son ancienne gaieté. Il avait été question, un moment, d'y mettre les deux Salons ; on y a renoncé, de crainte sans doute de faire une concurrence trop directe au musée du Louvre. Je me permets, en passant, de donner une idée : On se demande toujours où construira le Palais-Royal ne ferait-il pas l'affaire ? Nous voici tout justement à la veille de l'Exposition, et si nous ne voulons pas envoyer nos hôtes à l'auberge, il n'est que temps d'avis.

Ceux d'entre eux qui ont assisté aux Expositions anciennes trouveront déjà tant de choses de changées ! Paris est constamment en marche, en enfantement ; c'est une ville qui élargit perpétuellement sa ceinture. Et c'est aussi la ville dont les fantaisies sont les plus soudaines. Les jeunes cochers vous regardent tout surpris quand vous leur demandez d'aller au passage de l'Opéra. Ils ne savent même pas où il se trouve. Dieu sait pourtant si ce coin-là eut, lui aussi, son heure de splendeur ! C'est actuellement un des endroits les plus déserts de Paris ; on n'y va plus que pour se faire cirer. Et en face, le passage des Princes ? Qui donc songe plus à le prendre pour aller du boulevard à la rue de Richelieu ? On aime mieux faire le tour. Pourquoi ? Les caprices individuels sont déjà bien difficiles à expliquer ; à plus forte raison, les caprices collectifs. On le père a passé passera bien l'enfant, dit la chanson ; mais, dans la pratique, il n'en va pas toujours ainsi.

Il semble même qu'on mette un certain amour-propre à ne pas vouloir faire ce qu'ont fait les générations précédentes. On appelle cela le progrès, et bien souvent ce n'est que l'esprit de contradiction. A moins qu'en véritables moutons de Panurge, nous ne nous mettions à suivre le beau monsieur, ou la belle dame, qui nous donnera le ton sans que nous sachions pourquoi. Il leur suffira, à l'un ou à l'autre, d'aller habiter un quartier pour nous le faire adopter, ou d'aller souper dans tel cabaret pour le mettre à la mode, ou même de ne plus souper du tout pour que nous nous couchions à onze heures. On fait de nous tout ce qu'on veut, à condition qu'on nous croie par la vanité et qu'on nous fasse croire que ce qui nous est imposé est très bien porté, que c'est le grand genre, le dernier cri. Seulement, ce cri-là, on ne sait jamais qui l'a poussé.

Et ainsi, bien souvent, ce grand Paris, toujours bon enfant, se trouve conduit par quelques snobs parfaitement incapables de se conduire eux-mêmes. Ils le dérangent dans ses habitudes, le font aller insensiblement de la rue Drouot à la Chaussée-d'Antin, de la Chaussée-d'Antin à la Madeleine, et de la Madeleine au quartier Marbeuf, toujours plus haut,

toujours plus loin. Je dinai l'autre soir avec un vrai Parisien, de ceux qui ont connu l'époque où la promenade des Champs-Élysées se terminait au rond-point, là où passe aujourd'hui l'odieux tramway. Ce n'était évidemment pas le défilé des Acacias, mais c'était beaucoup plus intime et plus élégant. Aujourd'hui, le mouvement est au bois de Boulogne ; qui sait s'il ne se transporterait pas quelque jour du côté de Courbevoie ? Il suffirait que deux ou trois Anglais donnassent l'exemple ; tous les Parisiens suivraient. Toujours, toujours en France, toujours l'Anglais régnait !

Déjà, le Concours hippique est au Champ-de-Mars ; rien que pour fournir le parcours, on mériterait un prix, ou tout au moins un flot de rubans. Cela nous habitude aux longues distances, mais il semble que nous soyons beaucoup moins entre nous, que nous n'ayons plus, comme jadis, toutes choses sous la main. Autrefois, on avait le temps de faire les plus longues courses rien qu'en fumant son cigare ; c'est plus difficile, aujourd'hui. C'est peut-être pour cela que les cigares sont plus longs et plus chers. Oh cela s'arrêtera-t-il ? Ce n'est pas des cigares que je parle, c'est de notre exode, de ce mouvement perpétuel qui nous entraîne, et qui fait qu'en si peu de temps une maison, une rue, un quartier chassent l'autre.

Vanité des vanités ! Nos enfants verront disparaître plus tôt que nous ne pensons les belles choses que nous leur transmettrons. Le passage du Saumon n'est pas le dernier endroit de Paris à qui pareille mésaventure arrivera. D'autres que lui connaîtront la gloire et l'oubli et la mort. Saluons tout ce qui s'en va, et que cette grande consommation de gens et de choses, ces brusques soubresauts, cette effrayante mobilité nous inspirent quelque modestie. La « faulx du Temps » et la « pioche des démolisseurs » sont des expressions bien surannées ; elles désignent pourtant deux instruments qui ne chôment guère, et qui ne respectent pas grand chose. Ne parlez-vous pas de démolir, à la Grande-Roquette, le mur des offages, qui rappelle cependant quelques souvenirs même aux gens qui ont le moins de mémoire ? Il paraît que la Commission des monuments historiques n'est faite que pour préserver le pont d'Avignon !

Il serait excessif, je le reconnais, d'exiger d'elle qu'elle prit sous sa protection jusqu'aux moindres pierres du vieux Paris, et qu'elle rendit la vie à ce qui n'est plus. C'est à nous seuls à jeter quelques pelletées de terre sur les démolitions. La vie se passe à porter le deuil du passé ; c'est même un deuil que l'on porte assez allègrement. Qu'y pourrions-nous, au surplus ? Nos souvenirs et nos regrets ne serviraient de rien. Il n'y a rien de plus brutal qu'une expropriation, et vous ne trouverez pas un propriétaire qui voudra, là-dessus, se payer de sentiment. Le moindre tramway qui passe vous jette à bas un ou deux murs historiques. Notre seul rôle est de nous en attendre, ou d'en avoir l'air. Et puis, le lendemain, tout consolé, nous montons dans le tramway. C'est, comme toute, de tous ces changements, de tous ces bouleversements, de toutes ces transformations qu'a été fait ce que nous sommes aujourd'hui. On a beau le remuer de fond en comble, il reste ce qu'il est. Quel que soit l'endroit où on le transporte, il garde sa physionomie, son caractère, son charme, qui n'appartiennent qu'à lui. Il est toujours en marche, c'est vrai ; mais il a beau marcher, il ne s'en va jamais.

Le Passant.

Échos

La Température

Malgré la violente tempête qui sévit encore sur nos côtes, depuis Dunkerque jusqu'à Biarritz, à Paris, le vent s'est à peu près calmé et la journée d'hier a été un peu plus agréable. Néanmoins, les pluies sont presque générales en Europe ainsi qu'en France. La température s'abaisse ; hier matin, à huit heures, le thermomètre était à 8° au-dessus et arrivait à peine à 12° dans l'après-midi ; on notait 17° à Alger. Le froid que nous signalons menace de s'accroître encore, de même que des averses restent probables. Dans la soirée, le baromètre indiquait 760 mm après avoir marqué 759 mm dans la journée.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Vincennes. — Gagnants de Robert Milton :
 Prix Vauban : Pénélope.
 Prix des Lacs : Paranthèse.
 Prix de Chantilly : Militaire.
 Prix des Tribunes : Douro.
 Prix de la Redoute : Whip.

CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure 1/2 : Primes d'appareillement, 1^{re} classe. — A 2 heures 1/2 : Sauts d'obstacles. Prix de circonscription. Officiers.

UN DISCOURS MINISTÉRIEL

Il n'y a pas d'exemple qu'un ministre ait consacré un discours à développer cette pensée : Depuis que je suis au pouvoir, tout va mal.
 M. Charles Dupuy s'est donc conformé à une vieille tradition ministérielle en dressant le tableau de la prospérité de la République, en annonçant que le Parlement, enfin sorti des douzièmes provisoires, allait voter un paquet de lois destinées à nous rendre tous heureux, et en affirmant enfin que la République n'avait rien à craindre des entreprises de ses ennemis. Il a eu, pour

exprimer cette dernière idée, une phrase qui n'eût point désavoué Floquet dans ses bons jours, et que je recommande aux fabricants de Manuels d'éloquence : « Quelles que soient les épaules sur lesquelles se dessine en lignes indécises et fuyantes le manteau de la dictature ou de la monarchie, le pays juge les épaules trop faibles et le manteau suranné. » Ils ont trouvé cela très bien, au Puy. Et de fait c'est tapé.

Je concède cependant que M. Charles Dupuy n'a point été trop irrespectueux ou trop familier avec la vérité, lorsqu'il a opposé les réalités économiques du jour, qui ne sont point effrayantes, aux doléances de nos excellents grabugistes ; ni lorsqu'il a escompté les distractions et les bénéfices de l'Exposition de l'an prochain ; ni lorsqu'il a marqué sa satisfaction des traités conclus avec l'Angleterre ou avec l'Italie dans le but de mettre fin à des situations internationales confuses ou troublées.

D'ailleurs, l'Exposition elle-même est incompatible avec les jérémiades, et ce n'est point lorsqu'on prépare une réception qu'il convient d'insister sur le mauvais état de ses affaires ou les déficiences de son logis.

M. Charles Dupuy a parlé de l'Affaire, bien entendu. Comment n'en aurait-il pas parlé ? Il s'est exprimé à ce sujet, je me permets de le penser, en termes des plus convenables : « La Cour suprême dira ce qui doit être dit. Et elle parlera selon le droit et la justice. » Je ne suis point de l'avis des gens qui prétendent que dans certains cas le droit et la justice ne sont point forcés de marcher ensemble, et du moment que M. Charles Dupuy affirme que l'arrêt fera « la pleine lumière », il me semble que les plus déterminés révisionnistes n'ont pas le droit d'en demander davantage. Ils ne réclament, ils n'espèrent que la pleine lumière. On la leur promet, c'est bien. La pleine lumière ! mais c'est notre spécialité. Nous le prouvons tous les jours.

M. Charles Dupuy est même allé beaucoup plus loin. Il a fait entrevoir qu'après l'arrêt « les responsabilités seront établies et les sanctions suivront, si elles sont reconnues nécessaires ».

C'est presque du luxe. En tout cas, ainsi que le fait remarquer le ministre, ces sanctions ne sauraient atteindre l'armée qui ne doit pas être rendue « solidaire des aberrations et des fautes de quelques-uns ».

C'est un acte de folie et d'injustice, que de vouloir rendre les collectivités responsables des méfaits des individus. Et quand il s'agit de l'Eglise ou de l'Armée, c'est plus qu'un acte de folie ou d'injustice, c'est un crime contre la Patrie, qui repose sur ces deux instruments sacrés qu'on appelle la croix et l'épée. — J. CORNELLY.

A Travers Paris

Nous faisons toutes réserves, ces jours-ci, au sujet de la fameuse statistique relative à la consommation de l'alcool dans les divers pays, statistique que la plupart des journaux ont reproduite. Or un document officiel nous tombe sous les yeux d'où il paraît résulter, en effet, que les chiffres partout donnés pouraient bien être quelque peu sujets à caution.

Ce document n'est autre que le rapport présenté au nom de la Commission nommée par M. Poincaré, alors ministre de l'Instruction publique, en vue d'étudier la création de l'enseignement antialcoolique dans nos établissements scolaires. Or, dudit rapport il appert qu'en 1895 la consommation, calculée en alcool pur à 100 degrés, était, en France, de 4 litres 07 par habitant. Et, aujourd'hui, cette même consommation serait devenue supérieure à 14 litres ! Elle aurait augmenté de plus de 10 litres par tête en trois ou quatre ans, alors que pendant les soixante-cinq années précédentes (de 1830 à 1895) elle se serait élevée de 3 litres à peine !

La progression si rapide qu'on impute à ces trois ou quatre dernières années n'est décidément guère vraisemblable.

Une bonne nouvelle nous est parvenue hier, tandis qu'on inaugurerait à Lille l'Institut Pasteur et le monument élevé au grand savant.

On nous assure, en effet, que le microbe du cancer vient d'être isolé et cultivé par le docteur Bra, de Paris. Ce microbe est un champignon inférieur, de la famille des amomyètes.

Il est permis d'espérer que la découverte du docteur Bra confiera définitivement le traitement curatif du cancer.

Il n'est pas dans la chronique des nouvelles rues de Paris de souvenir plus curieux ni plus touchant que celui que nous contait hier Mme Adèle Colin-Martellet, la gouvernante d'Alfred de Musset.

Le poète avait un petit chien, Marzou, qui l'adorait. Après la mort d'Alfred de Musset, Marzou, qui le croyait seulement absent, l'attendait tous les soirs à l'heure où il avait l'habitude de rentrer. Il l'attendait ainsi pendant sept ans, et à son tour il mourut dans un suprême appel, les yeux tournés vers la porte par laquelle il espérait encore voir venir son maître.

Le mari de Mme Martellet emporta le pauvre petit chien pour l'enterrer dans des terrains vagues à Auteuil. Au coin de la rue Boileau, des terrassiers nivelaient une voie nouvelle : c'est là que sous quelques pelletées de terre on laissa Marzou.
 — Or, nous disait Adèle Colin, qui a rapporté entre autres ce curieux souvenir dans ses Mémoires parus hier, cette rue nouvelle, le hasard a voulu qu'on l'appellât la rue de Musset, et c'est le nom qu'elle porte aujourd'hui.

INSTANTANÉ

Mlle ROSA BRUCK

Elle est partie hier matin pour une nouvelle tournée dans quelques capitales européennes : Bucarest, Berlin, Vienne, Budapest, Prague, Stuttgart, Munich. Cousine de la grande Sarah, elle en a, en même temps que le goût de son art, son instinct vagabond. C'est ainsi que, cueilli par la Comédie-Française à sa sortie du Conservatoire, elle y reste à peine deux ans, passe de là au Gymnase, part pour l'Odéon, puis pour le théâtre Michel de Saint-Petersbourg, rentre au Gymnase et au Vaudeville, va à la Renaissance. Et, depuis deux ans, comme les premières places sont occupées dans les théâtres qui comptent, et que les secondes ne sont pas faites pour elle, la voilà qui s'approprie les gros succès du boulevard, et s'en va les jouer dans les provinces et les capitales, avec un succès tel qu'elle en fait souvent oublier les accapareurs créateurs !

Belle, d'une sévère et classique beauté brune, elle a le charme de la ligne et l'élégance. Ces qualités vont lui servir dans le répertoire qu'elle emporte : *Amants ! Francillon, le Pardon, le Boulet*, avec tous nos vœux !

L'exposition particulière de *L'Angelus* de Corot a lieu aujourd'hui à l'Hôtel Drouot, salle 10.

Hier a été close la session du congrès des Sociétés savantes, qui s'est tenu cette année à Toulouse. Elle a donné lieu à des fêtes fort brillantes, et les travaux de ses membres ne semblent pas avoir trop souffert de cette translation insolite. Pourtant, les mécontentements soulevés par l'innovation de M. Rambaud subsistent ; les comptes rendus les plus optimistes n'essayent même pas de les dissimuler.

Du reste, avant même l'ouverture du congrès, une grande dissidence s'était produite. Les Sociétés des beaux-arts des départements avaient refusé de se joindre aux Sociétés savantes, comme elles le faisaient chaque année, et de se rendre à Toulouse.

La session annuelle se tiendra, comme d'habitude, à Paris, et à cause des circonstances elle aura lieu pendant les vacances de la Pentecôte.

La neige du ciel quand les poètes célèbrent celle des pommières... Comment la santé résisterait-elle à de semblables perturbations atmosphériques ? L'influenza, des virus digestives frappe de préférence les estomacs délicats, les personnes imprévoyantes qui négligent la précaution cependant si simple d'accompagner leurs repas d'une boisson préservatrice de tous les accidents : la délicieuse Eau de Badoit.

Hors Paris

De notre correspondant de Rome :

« Dans la journée, tous les sémaphores ont signalé du gros temps en mer. De Civita-Vecchia, l'amiral Palumbo a envoyé le télégramme suivant au gouvernement :
 « Un coup de vent du Nord a obligé tous les navires qui se trouvent dans le port à renforcer leurs amarres. Le vent continuant, je conseille de retarder le départ des souverains. »

« Au moment du rapport, aujourd'hui, les ministres ont communiqué la dépêche au roi Humbert, en y joignant la prière de remettre le départ à mardi. Sa Majesté, tout d'abord, n'a pas voulu entendre parler de renvoi ; mais elle a fini par se rendre aux conseils de ses ministres qui lui ont fait entendre qu'il s'agissait aussi de la Reine, de la Cour, et enfin de tous les invités.
 « Le départ des souverains a donc été remis à mardi et il en a été donné avis à l'escadre à Cagliari. »

De Copenhague :

« Le quatre-vingt-unième anniversaire de la naissance de S. M. le roi de Danemark a été célébré samedi, à la Cour de Copenhague, dans la plus stricte intimité, en raison de la mort récente de la reine Louise.
 « Le roi Christian IX était entouré de ses enfants : l'impératrice douairière de Russie, la princesse de Galles, le prince et la princesse royale de Danemark, le prince et la princesse Valdemar, le duc et la duchesse de Cumberland, ainsi que de ses nombreux petits-enfants et de ceux de ses arrière-petits-enfants. »

La municipalité de Saint-Petersbourg vient de trouver un moyen radical de supprimer l'ivrognerie, ou tout au moins de l'enrayer, en fermant d'un seul coup les 25,000 débits d'alcool de la ville et en les remplaçant par 5,000 établissements placés sous le contrôle de l'Etat. La consommation de l'alcool est limitée et la liste des spiritueux et apéritifs autorisés est affichée dans ces débits. En tête de cette liste figure le Quinquina Dubonnet français.

Nouvelles à la Main

On juge une affaire bien parisienne. Le président interroge le prévenu sur les motifs qui l'ont fait agir, et ajoute après un silence :

— Vous n'aviez pas d'autre mobile ?
 L'interpellé, un peu dur d'oreille :
 — Non... J'ai un cheval et une voiture !

Falempin, petit locataire, vient d'éprouver le désagrément du terme à payer.

— A ce propos, il a dit avec amertume :
 — Le Conseil municipal a su primer les maisons, mais il n'a pas, hélas ! supprimé les propriétaires !

Le Masque de Fer.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Déposition du général Zurlinden

SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 1898

Le président. — Vous connaissez la demande de révision du jugement prononcé contre Dreyfus. Cette demande met la Cour dans la nécessité de rechercher si les motifs sur lesquels elle se fonde (faux et suicide du colonel Henry, contradiction des experts sur l'écriture du bordereau) sont de nature à établir l'innocence du condamné et si, en dehors du bordereau, il n'existerait pas d'autres preuves suffisamment démonstratives de sa culpabilité. Vous avez à différentes reprises affirmé votre conviction de cette culpabilité. Sur quoi était-elle fondée ?

Le général Zurlinden. — Lorsque j'ai été appelé à succéder à M. Cavaignac, je ne connaissais pas d'une manière approfondie l'affaire Dreyfus et je m'en rapportais à l'appréciation de mes prédécesseurs. Quand le faux Henry fut connu, j'en fus troublé et j'ai pensé au premier moment que la révision était nécessaire ; je demandai toutefois à mes collègues le temps nécessaire pour étudier le dossier judiciaire et je constatai bientôt, par cet examen, que la procédure avait justement entraîné la condamnation de Dreyfus et que le suicide de Henry ne pouvait en rien infirmer la décision du Conseil de guerre.

Les renseignements qui avaient motivé les premières recherches au sujet d'un traître dans les bureaux de l'état-major général existaient encore au dossier secret du bureau des renseignements ; ils consistent principalement : 1° Dans les rapports d'un de nos agents en relation lui-même avec des agents étrangers, qui prouvent que le traître était, en juin 1894, à l'état-major général et au 2^e bureau ; 2° Une autre lettre, de février 1894, d'un agent étranger, laisse croire également que l'on trahissait au 2^e bureau ; 3° Une lettre de la fin de 1893, du même agent, indique que l'on donne au dehors des renseignements provenant du 4^e bureau, sur le service des chemins de fer ; 4° Enfin, il y a le Mémento déjà connu de la Cour, et qui indique les préoccupations d'un agent étranger, au sujet des difficultés et des dangers d'organiser des relations avec un officier français.

Les officiers d'état-major, ou bien d'artillerie, ou bien du génie, pouvaient d'ailleurs, seuls, fournir à l'étranger des renseignements d'une importance suffisante pour compromettre le danger de pareilles investigations conduites par des agents accrédités chez nous.

Ces divers documents furent le point de départ des recherches alors faites à l'état-major de l'armée, d'abord sur des agents, et ensuite sur les officiers. Ces recherches n'amenèrent aucun résultat ; dans tous les cas, elles ne firent en rien soupçonner le capitaine Dreyfus. Il en fut de même quand le bordereau tomba entre les mains du service des renseignements. Des investigations furent immédiatement commencées pour trouver l'auteur de ce document à la direction d'artillerie du ministère de la guerre, tant on était persuadé que l'auteur ne pouvait être qu'un officier d'artillerie, et, presque aussitôt après, dans les bureaux de l'état-major de l'armée.

La Cour se rappelle que c'est tout à fait inopinément que Dreyfus fut signalé comme étant l'auteur du bordereau. Si le lieutenant-colonel d'Aboville était retardé de permission quelques jours plus tard, il est probable que son chef de bureau aurait, du compte, comme ses trois camarades, de l'innocence de ses recherches, et que le bordereau aurait été classé dans les cartons du service de renseignements, avec les innombrables documents recueillis par ce service.

Ces constatations démontrent que l'on ne peut croire à une machination organisée, dans les bureaux de la guerre, pour attribuer le crime de trahison à Dreyfus. Elles écartent complètement l'abominable légende du juif traqué par ses camarades. La déposition même que Henry a dû faire, plus tard, devant le Conseil de guerre, n'avait rien de personnel à Dreyfus ; Henry n'a pu parler — et je m'en suis assuré par l'enquête à laquelle je me suis livré — que des choses en général connues du bureau des renseignements.

Le bordereau est donc le point de départ et la base de l'accusation dirigée contre Dreyfus. C'est une preuve matérielle de premier ordre, et la preuve, c'est que les partisans de l'innocence de Dreyfus s'en sont emparés pour la retourner contre Esterhazy. Le bordereau est arrivé au ministère de la guerre du 20 au 25 septembre ; il était accompagné de documents datés du commencement d'août, de la fin d'août et du 2 septembre. Il est donc de la période qui s'est écoulée entre ces deux dates extrêmes.

Les documents qu'il vise sont d'une haute importance pour une nation étrangère.

Le canon de 120 n'avait été mis dans certains corps d'armée qu'en 1893 ; le frein hydraulique n'était adapté qu'à ce seul canon ; il y avait donc grand intérêt à savoir comme son frein se comportait

Voir le *Figaro* des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 9 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

et comment la pièce s'était conduite dans le tir. L'expression de frein hydraulique n'est pas l'expression consacrée, qui est celle de frein hydropneumatique ; mais son emploi n'a rien d'étrange. Le renseignement donné sur ce canon de 120 prouve nettement que celui qui le fournissait était un officier d'artillerie.

2° Pour les troupes de couverture, le bordereau annonce des modifications. En effet, au mois de juillet 1894, les 3^e et 4^e bureaux formulèrent des prescriptions provisoires pour les troupes de couverture et étudient en même temps les modifications qui doivent être apportées dans le plan de mobilisation qui s'établirait en ce moment. Ceci démontre clairement que l'auteur du renseignement est un officier d'état-major, et de l'état-major de l'armée.

3° Quant à la note sur les nouvelles formations de l'artillerie, elle rappelle des prescriptions du 1^{er} bureau, arrêtées en juillet 1894, au sujet des deux régiments d'artillerie créés à l'occasion de la suppression des pontonniers.

4° Il y a eu deux notes sur Madagascar : la première, émanée du 2^e bureau à la fin de 1893, ne contenait guère que des renseignements sans grande valeur ; une deuxième note, du mois d'août 1894, terminée le 20 août et tirée le 29, a été élaborée dans le 3^e bureau ; celle-ci est d'un haut intérêt : elle renferme la base même de l'expédition de Madagascar, le plan de cette expédition, les lieux de débarquement, l'itinéraire, l'organisation des approvisionnements. Ces renseignements, qui ne pouvaient être connus que d'un officier d'état-major, ce qui pouvait permettre aisément d'en trouver l'auteur, ont dû troubler Dreyfus au moment de ses premiers interrogatoires, car on le voit, à deux reprises, nier qu'il soit occupé de cette question.

5° Le Manuel de tir du 14 mars 1894 avait été distribué à l'état d'autographie, aux corps d'artillerie, à raison d'un exemplaire environ par officier ; les stagiaires avaient été oubliés ; on leur en donna dix pour 20 stagiaires. C'était peu, et cela explique alors la réflexion du bordereau, que ce document était extrêmement difficile à se procurer ; mais cette réflexion prouve également que l'envoi avait été fait par un stagiaire.

D'un autre côté, comme les notes envoyées émanent de tous les bureaux, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e, il faut supposer que c'est un stagiaire de la 2^e année qui en est l'auteur, car un stagiaire de première année n'aurait pas été assez à même de recueillir des renseignements si divers et de circuler librement dans les bureaux.

En ce qui concerne la phrase finale du bordereau : « Je vais partir en manœuvres », il y a lieu de remarquer que, d'habitude, les officiers stagiaires assistaient aux manœuvres d'automne, mais qu'exceptionnellement, le 27 août 1894, on leur annonça que, cette année, ils n'iraient pas à ces manœuvres. L'auteur du bordereau, dans l'ignorance où il était encore de cette circonstance, a pu croire qu'il participerait aux manœuvres, et l'écrit. Cela révèle encore que ce document peut émaner d'un stagiaire.

Je regarde cette démonstration sur l'auteur du bordereau comme étant une des plus importantes pour en faire découvrir la personnalité. Je n'ai fait que l'ébaucher, elle pourrait au besoin être complétée par le général Rogé.

En ce qui me concerne, cette démonstration m'a montré nettement que l'auteur du bordereau devait être un officier d'artillerie, un officier d'état-major et un officier stagiaire, probablement de 2^e année. Il ne peut pas être l'œuvre d'un officier de troupes, ni d'Esterhazy ni d'Henry. Henry est, d'ailleurs, incapable de décrire le bordereau ; ce moment, il ne connaissait pas Dreyfus et n'aurait pu machiner un pareil document contre lui.

Si, en 1894, au moment où ont commencé les enquêtes pour la découverte de l'auteur du bordereau, on avait fait sur ce document les mêmes démonstrations que nous avons le droit et le devoir de faire actuellement, on aurait pu rechercher immédiatement le traître parmi les officiers d'artillerie stagiaires de deuxième année de l'état-major de l'armée ; on aurait pu également, à titre de vérification, le rechercher parmi les officiers se trouvant, pendant le premier semestre de 1894, dans le 2^e bureau, en tenant compte des renseignements antérieurs à l'arrivée du bordereau. Enfin, on aurait pu le rechercher aussi parmi les officiers se trouvant au 4^e bureau, à la fin de 1893, en raison de la lettre de l'agent étranger annonçant, vers cette époque, l'envoi de documents concernant notre service de chemins de fer.

Dreyfus se trouve dans les trois enceintes ainsi limitées : on conçoit combien, dans ces circonstances, la constatation de la ressemblance de son écriture avec celle du bordereau prend une importance décisive.

L'examen que j'ai fait moi-même des différentes pièces du dossier judiciaire renfermant l'écriture de Dreyfus m'a démontré que le bordereau avait été écrit par cet officier, et que c'était bien son écriture courante et rapide. Le style du bordereau est un peu lâche, comme celui d'un document écrit rapidement. Quant aux différences signalées entre le recto et le verso du bordereau, il m'a semblé qu'on pouvait admettre l'explication suivante : en écrivant la liste des différentes notes, qu'il envoyait, l'auteur du bordereau était obligé de se servir de sa main gauche pour prendre successivement ces notes et pour en transcrire exactement le titre. Au moment où il a tourné le feuillet, sa nomenclature était terminée ; il avait sa main gauche à sa disposition et son écriture est devenue tout à fait normale.

La culpabilité de Dreyfus me paraît donc nettement démontrée par le bordereau. Toutes les preuves nécessaires pour établir cette culpabilité existent en

core, soit au dossier judiciaire, soit dans les documents conservés par le service des renseignements et arrivés avant le bordereau. Je n'ai besoin, pour faire cette démonstration, de me servir ni des dépositions de Henry, ni même du rapport de du Paty de Clam. Un nouveau Conseil de guerre pourrait être appelé à juger Dreyfus avec les mêmes preuves et dans les mêmes conditions que le premier Conseil de guerre, et il me semble que la condamnation serait certaine. S'il en est ainsi, comment justifier la révision ? Comment établir la présomption d'innocence exigée par la loi ? Je supplie la Cour de cassation de repousser la révision, pour terminer le plus tôt possible cette déplorable agitation. S'il y avait eu du reste, dans ma conscience, le moindre doute sur la culpabilité de Dreyfus, au moment où j'ai été appelé à donner mon avis comme ministre, je n'aurais pas hésité, je l'affirme ici solennellement, à réclamer énergiquement la révision au nom de l'armée.

Le président. — Au moment de son arrestation, le colonel Henry a déclaré que le bordereau lui avait été remis à lui, et qu'il était arrivé par la voie ordinaire, avec d'autres documents. Pourriez-vous dire à la Cour ce qu'il entendait par la voie ordinaire ?

Le général Zurlinden. — La voie ordinaire est celle d'un agent qui, en effet, apporté pendant de longues années des renseignements provenant d'agences étrangères ; il m'est impossible de dire si cet agent fonctionnait encore actuellement et, dans tous les cas, il y a un intérêt considérable pour le pays à ne pas élever un personnage capable d'être aussi utile que celui-là.

Le président. — Pourriez-vous renseigner la Cour sur son honorabilité et sur le degré de confiance qu'il mérite ?

Le général Zurlinden. — Il m'est impossible de donner à la Cour aucun renseignement à cet égard. Tout ce que je sais, c'est que les renseignements qu'il fournit sont très probants, se contrôlent les uns les autres et qu'ils tendent à prouver la parfaite honorabilité de celui qui les fournit.

Le président. — L'hypothèse d'une collusion entre lui et un tiers qui aurait intérêt à faire parvenir par son intermédiaire, au ministère de la guerre des documents plus ou moins sincères, dont il aurait espéré la rémunération attachée à ce genre de service, ne peut-elle se présenter à l'esprit ?

Le général Zurlinden. — Cette hypothèse doit être nettement écartée, car l'agent en question était très bien rémunéré ; il avait le plus grand intérêt à ne pas perdre cette situation et, par conséquent, à éviter d'être connu par qui que ce soit autre que l'officier du service des renseignements auquel il apportait ces documents. En fournissant des documents émanant d'une autre source que celle qu'il annonçait officiellement, il aurait couru le grand risque d'être découvert par la comparaison de ces documents avec les documents habituels, et comme il tenait beaucoup à sa place, il aurait certainement refusé de se prêter à pareille combinaison.

Le président. — Le colonel Henry n'a-t-il pas pu recevoir directement, et avec une entière bonne foi, un document tel que le bordereau, de la main de celui qui pouvait avoir intérêt à le lui présenter et à en obtenir le prix ?

Le général Zurlinden. — Cette hypothèse ne doit pas être admise. Aux yeux de ses camarades, le colonel Henry n'a commencé à s'écarter de la voie droite qu'en 1894, au moment où le lieutenant-colonel Picquart est devenu chef des renseignements et a voulu démontrer la culpabilité d'Estherazy. Au moment où le bordereau est apporté, tout se passait régulièrement au service des renseignements. Le colonel Sandherr avait mis ce service sur un excellent pied ; tout se faisait en commun dans l'intérieur du bureau ; au contraire, le secret le plus absolu était gardé à l'extérieur. La plus grande intimité, la plus grande cordialité régnaient parmi les officiers. Il n'y a donc pas lieu de retenir cette hypothèse sur l'intervention d'Henry.

Le président. — Ce qui m'a amené à vous poser la question qui précède, c'est un renseignement que je trouve dans le procès-verbal de l'arrestation d'Henry et qui indique qu'Estherazy venait au ministère de la guerre et qu'une fois au ministère il a apporté un renseignement. Voici, en effet, ce que je lis dans ce procès-verbal : « Savez-vous s'il a existé des relations entre le colonel Sandherr et Estherazy ? » — « Je crois qu'ils s'étaient connus en Tunisie, mais je n'ai jamais vu le commandant venir au bureau qu'une fois, en 1895 ; il venait apporter au colonel Sandherr des renseignements qu'il avait recueillis par hasard. »

Le général Zurlinden. — Je n'ai pas de renseignements à fournir à cet égard ; il serait facile d'éclaircir cette question en faisant, à ce sujet, une enquête spéciale, et en faisant interroger des officiers ayant passé en 1895 au service des renseignements.

Le président. — Savez-vous de qui parlait Henry quand, après son arrestation, il a dit : « Quel malheur d'avoir rencontré sur mon chemin de pareils misérables ? »

Le général Zurlinden. — Je pense qu'il voulait parler de Picquart et peut-être de Leblois.

Le président. — Dans une lettre à sa femme, il s'exprime ainsi : « Je vois que, sauf moi, tout le monde va m'abandonner, et cependant moi, je suis dans l'intérêt de qui j'ai agi ; je suis absolument innocent ; on le sait, et tout le monde le saura plus tard, mais à ce moment, je ne puis parler. » Quelle interprétation donnez-vous à ces paroles ?

Le général Zurlinden. — Je pense que le personnage dans l'intérêt de qui Henry disait avoir agi est le commandant Estherazy. C'est, en effet, dans la lutte pour sauver Estherazy des manœuvres de Picquart que les camarades d'Henry ont toujours pensé que lui était venue l'idée de faire son faux pour répondre au « petit bleu » de Picquart.

Le président. — Vous savez que l'un des moyens de révision est tiré des contradictions existant entre les expertises

d'écriture faites sur le bordereau : les experts dans l'affaire Dreyfus attribuent nettement, au moins en majorité, le bordereau à Dreyfus, tandis que les experts dans l'affaire Estherazy, tout en disant que l'écriture n'était pas celle du commandant, estiment pourtant qu'elle pourrait avoir été calquée sur la sienne. Quelle est votre impression à cet égard ?

Le général Zurlinden. — J'ai réfléchi à cette question. A mon avis, les experts du procès Dreyfus ont opéré dans des conditions de calme d'esprit beaucoup plus grandes que ceux du procès Estherazy. Au moment de ce dernier procès, les passions étaient déchaînées ; beaucoup de journaux traitaient eux-mêmes, sur les écritures de Dreyfus ou d'Estherazy, cette question si grave de la ressemblance des écritures. L'idée du décalque de l'écriture d'Estherazy pour en composer le bordereau avait été lancée dans le public, peut-être par Estherazy lui-même ; il n'est pas impossible que les experts de cette époque se soient laissés impressionner par cette campagne de presse. A mon avis, les expertises faites au moment du procès Dreyfus sont plus sûres que celles faites au moment du procès Estherazy.

Le président. — Les documents, d'après lesquels se serait formée votre conviction, en dehors des éléments puisés dans la procédure, et notamment du bordereau, seraient, d'après ce que vous avez dit, de deux sortes : les documents antérieurs à la condamnation et ceux qui auraient été recueillis postérieurement. Voudriez-vous vous expliquer sur ces deux ordres de preuves ?

Le général Zurlinden. — Pour les documents arrivés au ministère de la guerre depuis la condamnation, je n'ai à donner à la Cour, en fait d'explications, que des renseignements généraux sur la manière la plus facile et la plus sûre de prendre connaissance de ces documents ; à mon avis, cet examen pourrait être fait, dans les meilleures conditions, au ministère de la guerre, par des délégués représentant la Cour de cassation. Les magistrats ainsi délégués pourraient, sur place, non seulement comparer les divers documents concernant l'affaire Dreyfus avec d'autres renseignements possédés par le bureau auquel ils pourraient servir à établir l'authenticité des premiers, et, en outre, faire interroger, séance tenante, en cas d'hésitation, les chefs de bureau ou même les directeurs compétents du ministère de la guerre.

En ce qui concerne les documents arrivés avant la condamnation, j'ai déjà donné, au début de ma déposition, toutes les explications que je possède à cet égard. Les délégués de la Cour pourront aussi prendre connaissance de ces premiers renseignements au ministère de la guerre même. Quant aux documents qui auraient été remis au Conseil de guerre appelé à juger Dreyfus sans avoir été communiqués à la défense, je n'ai pu absolument rien apprendre malgré mes recherches au ministère de la guerre. J'ignore si ce bruit est fondé ou, au contraire, si c'est une simple légende, résultant de ce qu'au bureau des renseignements on aurait peut-être songé, au moment des débats, à préparer des documents qui pourraient être communiqués aux juges sans que l'on eût donné suite à ce projet. Je le répète, je n'ai pu recueillir à cet égard aucune espèce de renseignements dans les bureaux du ministère.

En ce qui concerne les aveux, je n'ai rien à ajouter aux renseignements que j'ai fournis à cet égard dans les différentes lettres que j'ai écrites comme ministre au garde des sceaux. Je persiste à croire que la répétition de la phrase : « Si j'ai livré des documents, ils étaient sans importance, et c'était pour en avoir d'autres plus importants » qui se retrouve à peu près dans les mêmes termes dans les différents rapports fournis à cet égard, constitue un indice sérieux de culpabilité.

Si la Cour de cassation veut bien me permettre d'émettre un vœu au sujet de l'audition du lieutenant-colonel Picquart, qui me paraît désirable à tous les points de vue, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, je lui demanderais de vouloir bien faire déposer cet officier supérieur contradictoirement avec un officier connaissant à fond l'affaire Dreyfus et les différents services de l'état-major de l'armée. L'officier qui me paraît remplir de beaucoup les meilleures conditions pour ce rôle, c'est le général Rogat, ancien chef du cabinet de M. Cavaignac et le mien.

En terminant, je demande à la Cour de cassation la permission d'affirmer que cette armée, dont on a dit tant de mal, tous ces temps-ci, se joint à moi pour demander que la lumière soit faite complètement, maintenant que la Cour de cassation est saisie de l'affaire Dreyfus. L'armée a un intérêt grave, considérable à ce qu'on éloigne de ses rangs les traîtres et les faussaires, comme toi : ceux dont le contact est humiliant et répugnant.

Elle attend avec une vive anxiété, mais aussi avec un profond respect, l'arrêt de la Cour de cassation. Mais ce qui lui tient le plus à cœur c'est de voir cesser toute agitation malsaine, de voir oublier ces dissensions qui finiraient par tourner aux haines de religion. Elle est toute prête à donner à cet égard le meilleur exemple ; dans ses rangs, autour de ses drapeaux, tous les enfants de France, quelle que soit leur conviction, pourront continuer à venir, certains de ne pas être froissés, grouper leur dévouement et leurs énergies pour la Patrie.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général ZURLINDEN.

Deposition du général Chanoine

SEANCE DU 14 NOVEMBRE 1898

Le président. — Vous connaissez la demande en révision dont la Cour est saisie. Cette demande la met dans la nécessité de rechercher si les motifs sur lesquels elle se fonde sont de nature à établir l'innocence de Dreyfus et si, en dehors du bordereau, il n'existerait pas de preuves suffisamment démonstratives de sa culpabilité. Vous avez, dans une circonstance solennelle, affirmé votre conviction de cette culpabilité. Sur quoi repose cette conviction ?

Le général Chanoine. — Lorsque je

suis arrivé au ministère de la guerre, je n'avais que des impressions sur l'affaire Dreyfus ; je ne la connaissais pas. Il m'avait été dit qu'en vertu d'une décision du gouvernement, cette affaire avait été entièrement remise à la justice civile et que c'était la garde des sceaux, la Commission consultative et la Cour de cassation qui avaient à connaître de l'affaire. Je comptais donc prendre le portefeuille de la guerre dans des conditions dégagées de cette affaire. J'ai accepté le ministère parce que les membres du Conseil supérieur de la guerre et des collègues m'avaient exprimé le désir de voir un officier général à la tête, et le fait que je n'avais pas alors à m'occuper de l'affaire Dreyfus me permettait de me consacrer tout entier à mes obligations professionnelles, fort importantes en ce moment en raison des grèves et des mouvements de troupes qui ont eu lieu, alors, sur toute la surface du territoire.

Peu de temps après, le garde des sceaux a saisi le Conseil des ministres du rapport de la Commission consultative concluant que le Conseil de guerre de 1894 avait bien jugé et qu'il n'y avait pas lieu à révision.

Je crois n'avoir pas à parler ici de ce qui s'est passé au sein du gouvernement. Cependant, je crois devoir dire qu'une discussion assez prolongée s'est produite et que M. le garde des sceaux a mis un certain temps à se ranger à l'avis de saisir la Cour de cassation. Il aurait préféré, pendant la première partie de cette discussion, s'en tenir à l'avis de la Commission. En ce qui me concerne, je pensais devoir suivre comme règle de me conformer à ce que pouvait faire M. le garde des sceaux, et, dans son esprit, je considérais le rapport de la Commission comme un travail préparatoire destiné à être soumis à la Cour de cassation.

Le Conseil des ministres a eu des réunions successives : c'est à la fin de la deuxième que le gouvernement a pris la résolution dont il s'agit. C'est à partir de ce moment que j'ai cru devoir, comme ministre de la guerre, étudier pour moi-même l'affaire Dreyfus.

Ce qui s'est passé à la fin de la deuxième réunion, cette affaire paraissant, au moins en partie, passer du terrain judiciaire sur le terrain politique, j'avais lieu de songer à ma responsabilité, en tant que ministre de la guerre, au point de vue des conséquences qui pouvaient résulter. Je n'avais plus la disposition le dossier qui avait été transmis à M. le garde des sceaux, mais je possédais d'autres sources d'information et des documents qui m'ont permis d'étudier l'affaire et de former ma conviction à cet égard.

C'est ainsi que j'ai appris que pendant les années 1893 et 1894 une surveillance avait été exercée à l'égard d'un grand nombre de personnes qui avaient accès au ministère de la guerre ; que cette surveillance s'est peu à peu concentrée sur un nombre plus restreint d'individus, et qu'enfin elle a abouti à l'arrestation de Dreyfus. L'étude des documents qui existent au ministère de la guerre et l'ensemble des renseignements qui en découlent m'ont permis de me former, à cet égard, une conviction absolue.

En ce qui concerne ces documents, je dois me référer à la correspondance que j'ai échangée, à partir du 14 octobre dernier, avec M. le garde des sceaux. A la suite d'une entrevue que j'ai eue avec M. le garde des sceaux, il m'a adressé successivement plusieurs lettres de M. le procureur général près la Cour de cassation, demandant à prendre connaissance des documents qui existent au ministère de la guerre.

Dans mes réponses, j'ai d'abord fait remarquer à M. le garde des sceaux que je croyais devoir faire des réserves au sujet de la communication de ces documents ; j'ai fait remarquer aussi que ces documents étant étrangers au dossier provenant du Conseil de guerre de 1894, la communication de ces documents à M. le procureur général me semblait de nature à pouvoir influencer, soit dans un sens soit dans un autre, ses conclusions, et qu'en faisant cette communication je croyais commettre une irrégularité qui serait par là commune à M. le procureur général et à moi-même.

M. le garde des sceaux m'a répondu qu'il partageait cette manière de voir, et que la Cour, ultérieurement, prendrait telle décision qu'elle jugerait à propos.

Le président. — Votre conviction sur la culpabilité de Dreyfus s'est donc fondée sur les documents existant au ministère de la guerre, et qui remonteraient, les uns à une date antérieure à la condamnation de Dreyfus, les autres à une époque postérieure ?

Le général Chanoine. — Ma conviction n'est pas fondée seulement sur l'examen des documents. A mon avis, les documents et témoignages oraux forment un ensemble. C'est dans la concordance et dans les recoupements des uns avec les autres qu'il y a lieu d'établir la conviction dont je parle, et qui est la mienne. Un grand nombre de ces documents m'ont paru de nature à ne pouvoir être divulgués sans de graves inconvénients, soit au point de vue de la sûreté de l'Etat, soit au point de vue des relations extérieures de la République. Je désire, pour ce motif, n'avoir pas à entrer dans d'autres développements.

Le président. — Voudriez-vous dire à la Cour ce que vous entendiez par les témoignages oraux dont vous avez parlé tout à l'heure ?

Le général Chanoine. — J'ai interrogé un certain nombre de personnes qui sont parfaitement au courant de ce qui s'est passé lors du procès de 1894.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général CHANOINE.

LA JOURNÉE

Lundi 10 avril

Sports : Courses à Vincennes (2 h.). — Championnat du monde d'épée, organisé par le Journal des Sports (2 h.). Alcazar d'été, jusqu'à 20 avril. — Au Concours hippique : 1 h. 1/2, primes d'appareillage ; 2 h. 1/2, prix de circonscription (sauts d'obstacles, officiers).

Les Conseils généraux : Ouverture dans toute la France.

Premières : A la Renaissance, ouverture du Théâtre lyrique, avec *Obéron*.

Dans les églises : Mariage du comte de Durtout avec Mlle de Chauvelin (Saint-Pierre de Chaillot). — Clôture des fêtes de l'Adoration, à Saint-Martin, par un sermon du R. P. Sirdey (8 h. du soir).

ÉLECTION SÉNATORIALE

DROME

Inscrits : 757
M. Bizarelli, député, rép. radical. 686 ELU
Divers 53
En remplacement de M. Loubet, nommé Président de la République.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LOIR-ET-CHER

Arrondissement de Vendôme
Inscrits : 23,059. — Votants : 18,221
MM. Henri David, républicain... 8,334 voix
Rivière, socialiste... 5,009
De La Rocheaucault, monarchiste... 4,607
(Ballottage)
En remplacement de M. G. Bozorian, décédé.

SEINE-ET-MARNE

Arrondissement de Provins
Inscrits : 15,125. — Votants : 11,893
MM. Derveloy, rad. socialiste... 6,990 ELU
Lesage, républicain... 4,903
En remplacement de M. Montaut, décédé.

Le Monde et la Ville

SALONS

— Les salons du duc de Massa ont été rouverts, hier soir, par un nouveau programme musical qui ne comportait que des œuvres du maître de maison.

Airs de ballet de la *Francois vénitienne* et *Fandango* : l'orchestre, composé des premiers pupilles de l'Opéra ; — *Une larme, Palestrina* ; — *Lucie* : Mme Rose Giron ; — *Concerto* pour deux hautbois : MM. G. et P. Gillet ; — *Romance sans paroles* et *Sérénade* pour violon et violoncelle : MM. Berthelet et Pappe ; — *Pologne*, pour clarinette : M. Paradis ; — *Dances anciennes*, pour hautbois et basson : MM. G. Gillet et Letellier.

Succès énorme pour l'auteur et ses admirables interprètes, ainsi que pour l'orchestre, superbement dirigé par l'excellent chef Ed. Mangin. Dans l'équipe assistaient :

Duc et duchesse d'Albafra, marquis, marquise et Mlle de Jaucourt, comtesse de Durlfort, prince et princesse Ernest de Ligne, comte et comtesse Jean et Philippe de Beaumont, vicomte et vicomtesse de Grouchy, baron et baronne de L'Espérance, comte et comtesse de Croix, marquis des Roys, marquise d'Eyracques, baron, baronne et Mlle de Boutry, comte, comtesse et Mlle d'Hunolstein, comte et comtesse d'Avary, comte et comtesse de Rochechouart, comte et comtesse Xavier de La Rocheaucault, baronne et Mlle de Laumont, comtesse de Deux-Breze, général et comtesse Duhamel, vicomte et vicomtesse d'Arjuz, marquis de Gibrac, marquis de Castellane, marquis de Nédonch, marquis et comte de Laborde, etc.

— Très joli bal, avant-hier, chez Mme l'amirale de Prémèsnil. Au nombre des invités :

Princesse Zurlin, baron et baronne de Kertangy, comte et comtesse de Rouzé, marquis de Linière, comtesse de Courcy, de l'Étoile, d'Hendecourt, de Boissoudy, de Peyronny, Mlle de Kertangy, de Fraysses, Zurlin, de l'Étoile, de Kertangy, de l'Étoile, de Bueil, Le Ruffin, etc.

Ravissant cotillon conduit avec entrain par le lieutenant de Prémèsnil, fils des maîtres de maison, et Mlle de Kertangy.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Mgr le duc de Cambridge, venant de Milan, est arrivé hier à Paris avec ses fils, l'amiral Fitz-George et le général Fitz-Robert.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Bristol :

Lord Rosbery, lord et lady Percy Saint-Maur, M. et Mme Augustin Gamet avec leur famille, le comte et la comtesse Knuth.

CERCOLES

— Recus comme membres permanents au Jockey-Club :

Le vicomte Jacques de Marsay, présenté par le marquis de Sers et M. Olivier de Lauriston-Boubers ; — le comte de Rochechouart, présenté par le marquis du Lau d'Allemans et le duc de Sers ; — M. Pierre de Maza, sous-lieutenant au 8^e Hussards, présenté par le duc de Fezensac et vicomte J. de Valogues ; — le comte Gabriel de Mauris de Malartic, présenté par le comte Thibaut de Lamoignon et le baron de Charvillat-Lamoignon ; — M. Jean Hennessy, présenté par M. Maurice Hennessy et le comte Karl de Beaumont ; — le baron de Nervaux, présenté par le marquis du Lau d'Allemans et M. Edmond de Lambrécht.

MARIAGES

— M. l'abbé Raynaud, vicaire-recteur de l'Institut catholique, bénira lundi prochain, à Saint-Honoré d'Eylau, le mariage du marquis de Puivert avec Mlle Berlioz.

Les témoins de la mariée seront : le commandant Georges Berlioz, son oncle, et M. Henry Féligy, son cousin ; pour le marié : le vicomte de Guesnes, son beau-frère, et le comte de Montmarin, son oncle.

— Samedi prochain, au bénédiction, à Notre-Dame de Versailles, le mariage de M. Armand de Boissieux, lieutenant au 12^e dragons, neveu de Mme la duchesse de Padoue, avec Mlle Marie-Amélie Gayot, nièce de M. et Mme Rouget qui recevront, après la cérémonie religieuse, dans leur hôtel, 45, rue du Parc-de-Clagny, à Versailles.

— On a célébré avant-hier, en l'église Saint-Martin, à Montbéliard, le mariage de M. Roger Roux, juge suppléant au Tribunal de première instance de Vesoul, avec Mlle Marguerite Bernadine de M. et Mme Bernard-Thierry.

Les mariés étaient suivis de dix couples de garçons et de demoiselles d'honneur, au nombre desquels MM. Schlumberger, Dividès de La Noüe, Bertaut, de Bénézi, le lieutenant Marcel Bernard, plusieurs autres officiers, etc. ; Mlle Schlumberger, Schneegans, Grosheins, de Chambrier, de Pourtales, Lalande, Courant, Peugeot, Marti, etc.

— Mgr de Bonifis, évêque du Mans, a béni, en son église cathédrale, le mariage de M. Bernard Guérin, capitaine d'artillerie attaché à l'Ecole de guerre, avec Mlle Marguerite Richard, fille du conseiller général de la Sarthe. Les témoins étaient, pour le marié : M. Cavaignac, ancien ministre, député et président du Conseil général de la Sarthe, et M. Chain, ancien avocat et maire du IX^e arrondissement de Paris ; pour la mariée : M. Joubert, maire de Courdemanche, et M. Leguas, ses oncles.

— Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse, a béni, mercredi dernier, en la cathédrale de Braxac, avec Mlle Mathilde de Pins. Les témoins du marié étaient : le comte de Luppé, colonel au 20^e chasseurs, son oncle, et le marquis de Scorailles ; ceux de la mariée : le comte Bernard de Pins, son frère, et le marquis de Lardat, ses oncles.

Dans la nombreuse et élégante assistance, on remarquait plusieurs généraux et officiers supérieurs, anciens camarades du marquis de Montaut-Brassac.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Berthoud, conseiller général de la Côte-d'Or, maire de Vitteaux, décédé en cette ville ; — De M. Albert Germond, président de Chambre à la Cour d'Appel de Paris, ancien conseiller général de Saint-Tropez, qui possédait le château du bailli de Sulfren, décédé à l'âge de 71 ans ; — De M. Vignolo, capitaine au 1^{er} bataillon de chasseurs à pied à Verdun, qui a succombé aux suites d'un accident de cheval ; — De M. Louis Gelliot, décédé à Plainfaing, à l'âge de 52 ans ; — De Mme

veuve Le Remois, décédée à l'âge de 94 ans, en son hôtel, à Dives (Calvados), célèbre pour son musée d'antiquités.

Ferrari.

PASTEUR A LILLE

(PAR DÉPÊCHE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)
Lille, 9 avril.

Pasteur a fait hier un miracle de plus. Pour fêter sa mémoire et la création d'une nouvelle œuvre issue de son génie, des orateurs politiques de tous les partis, des penseurs de toutes les écoles, des hommes qu'à l'heure présente les dissensions les plus graves semblaient devoir séparer, se sont réunis, et pendant une journée ont fraternisé dans une sorte d'intimité chaleureuse et charmante.

Les « Fêtes Pasteur » débutaient par une réception intime au nouvel Institut, samedi soir. Et nous assistâmes là à une véritable trêve des partis. Municipalité socialiste, Facultés libres et Facultés de l'Etat, représentants de l'armée, de la magistrature et des groupes divers — si agités depuis quelque temps — dont se compose la grande cité lilloise, tous s'étaient rendus à l'invitation du jeune maître dont on inaugure la maison, et avaient tenu à venir rendre hommage à la veuve de l'homme de génie dont on allait saluer, le lendemain, le monument.

Mme Pasteur était elle-même entourée de ses enfants et de ses plus proches parents : M. et Mme J.-B. Pasteur, M. et Mme Valléry-Radot, M. Maurice Lcitr, M. E. Zévoit, recteur à Caen, et Zévoit fils, sous-préfet de Vire ; M. E. Lumy, directeur des usines de produits chimiques d'Amiens.

Parmi les invités :

MM. Joseph Bertrand, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ; Duclaux, membre de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur ; Armand Gaudier, de l'Institut ; Brouardel, doyen de la Faculté de médecine ; Bayet, directeur de l'enseignement primaire ; général Jeannerod, commandant le 1^{er} corps d'armée ; Yatin, préfet du Nord ; Delory, maire de Lille ; Nocard, de l'Académie de médecine ; docteur Chantemesse, les professeurs Mentchnikoff et Marmorek, de l'Institut Pasteur ; Gird, professeur à la Sorbonne ; Edouard Agache, président de la Société industrielle de Lille, vice-président du Comité Pasteur, Le Blau, Gavelle, industriels ; Eustache, professeur à la Faculté libre de médecine de Lille ; Margottet, recteur de l'Académie ; Hannotin, adjoint au maire ; docteur E. Calmette, médecin principal à Versailles ; Prestat, docteur Janicot, docteurs de Laversine et Combes, de la Faculté de médecine de Lille ; Gernez, directeur du laboratoire de chimie de l'Ecole normale ; H. Plomb, maire d'Avenay ; professeur Malvoz, de l'Université de Liège ; professeur Emile Laurent, de l'Institut agronomique de Gembloux (Belgique), etc.

Dans la matinée d'hier, le docteur Calmette avait fait à quelques amis les honneurs de sa maison. D'autres la décriront comme elle doit être décrite. Je ne veux rapporter aujourd'hui de cette inoubliable promenade qu'un mot dit par le professeur Brouardel : « Je n'ai jamais rien vu d'aussi satisfaisant pour l'esprit ! » et cette réflexion de M. le directeur Bayet : « C'est un voyage au pays d'Utopie. »

Les ministres, MM. Viger et Guinain, arrivés à la préfecture à midi, étaient reçus à deux heures et demie devant le monument Pasteur par une foule considérable, aux premiers rangs de laquelle étaient groupées toutes les notabilités administratives, judiciaires, militaires, industrielles et universitaires de la région.

Devant le très beau monument du sculpteur Cordonnier, une tribune avait été dressée. Huit discours ! Je ne puis que résumer, et en courant.

M. Bayet, ancien recteur de Lille, directeur de l'enseignement primaire, monte à la tribune le premier et, dans le grand silence de la foule, trace un éloge ému du savant dont l'image est devant lui. Il rappelle le séjour de Pasteur à Lille, ses premiers travaux, son retour triomphal en cette ville, quarante ans plus tard, et remercie les membres de l'enseignement d'avoir si puissamment contribué au succès d'une souscription dont l'idée naquit, au lendemain de la mort de Pasteur, du souvenir de cet ému voyage.

Le maire de Lille, M. Delory, répond à ce premier discours, en « recevant » officiellement, au nom de la Ville, le monument.

M. Joseph Bertrand prend à son tour la parole. Il ne lit point. Il semble improviser ; en quelques phrases d'une éloquence familière et charmante, il parle de l'œuvre immense dont s'honore la science française, et de l'ami qu'il a perdu. Et l'on applaudit à l'évocation de ces souvenirs pieux, dont la personnalité de l'orateur semble grandir encore le charme ému.

M. Duclaux parle ensuite.

L'appréhension, à la tribune, de l'éminent savant est saluée de longs et unanimes applaudissements.

En une courte allocution, pleine d'émotion et d'esprit, le directeur de l'Institut Pasteur évoque, lui aussi, les débuts du maître, le temps où l'opinion publique se montrait presque indifférente à ces recherches, dont elle ne soupçonnait pas l'intérêt puissant, et qu'encourageait aujourd'hui tant de curiosités passionnées.

L'allocution de M. Duclaux est vigoureusement applaudie, et les étudiants en saluent d'un ban la péroraison.

M. Gernez, directeur des laboratoires de chimie de la rue d'Ulm, parle au nom de l'Ecole normale.

M. le docteur Tissier, au nom de la jeunesse universitaire. Il a beaucoup de succès. Il lit, d'une voix vibrante :

Ah ! de quelle hauteur cette noble figure se dresse dans la confusion de l'heure présente ! Parmi les dogmes et les philosophies en ruines, notre jeunesse, éternelle par les disputes stériles, troublée par le doute, tentée par la richesse et les vanités, cherche une raison de vivre et d'agir...

Nous serions, messieurs, indignes de notre race, si nous ne répondions pas : « Voici notre foi ! Voici notre aptitude ! »

Et M. Tissier, à lui aussi, les honneurs du ban.

M. Agache prend la parole au nom des industriels de Lille et de cette région du Nord que les travaux de Pasteur ont enrichi. Il dit :

Saluons avec respect la grande figure qui se dresse devant nous : c'est celle d'un homme qui a plus fait pour le progrès social que les hommes d'Etat, les conquérants et les philanthropes.

Devant son image, oublions de vaines disputes, et que la grande âme de Pasteur, en voyant un peuple entier uni dans un commun sentiment d'admiration et de reconnaissance, reçoive ici l'hommage enthousiaste de cette foule accourue pour acclamer et bénir sa mémoire.

Un discours de M. Charles Dupuy

M. Charles Dupuy, président du Conseil, venant de Lyon, est arrivé hier, à midi, au Puy, où une magnifique réception lui a été faite par ses électeurs.

Au banquet qui lui a été offert et qui a eu lieu dans la salle du Musée, le président du Conseil, répondant au toast que lui a porté le maire, a prononcé un important discours politique sur la situation générale, qu'il n'a pas hésité, dès les premiers mots, à déclarer bonne.

Le programme des prochains travaux de la Chambre est le programme même de M. Charles Dupuy aux élections de 1898. Le ministre tient à faire constater qu'il n'a pas oublié les engagements du député.

Cette fidélité à notre programme, c'est notre raison d'être, et déjà nous pouvons constater dans le pays, entre les diverses nuances de l'opinion républicaine, une détente, un apaisement dont tout le monde doit se féliciter.

Nous avons fait tous nos efforts pour apaiser les questions de personnes qui sont toujours si aiguës et qui apportent dans la marche de la politique des éléments de malaise et parfois de désordre.

Sans aucune arrière-pensée, nous avons voulu, nous avons favorisé l'union des républicains, travaillant ainsi pour la République elle-même.

La République, appuyée sur des représentants vigilants et sur des administrations loyales et dévouées, forte de l'attachement du pays, n'a rien à craindre des prétentions factieuses de certaines individualités qui rêvent de chimériques plébiscites ou de vaines restaurations. Libre à ces individualités de grossir leur rôle et de grandir leur personnage. Le pays ne se laisse pas prendre à ces gestes et à ces attitudes, et celles que soient les épaules sur lesquelles se dessine en lignes indécises et fuyantes le manteau de la dictature ou de la monarchie, il juge les épaules trop faibles et le manteau suranné. Et le pays en juge d'autant mieux ainsi, qu'il sent les républicains unis prêts à faire tête en masse et en bloc contre toute tentative antirépublicaine, contre toute menée factieuse. On l'a bien vu récemment par cette élection qui a porté un ferme et digne républicain à la présidence de la République, élection dont la spontanéité et la décision ont déconcerté les factieux et attesté devant le monde entier la stabilité et la vitalité de la République.

M. Charles Dupuy constate que l'activité nationale, un moment ralentie, s'est réveillée de nouveau. Il ne faut donc pas, dit-il, se laisser aller au découragement et au pessimisme. A l'extérieur, notre situation n'est pas moins satisfaisante; nous avons eu l'heureuse fortune de faire aboutir l'accord franco-italien, depuis si longtemps désiré des deux côtés des Alpes et qui marque une date dans l'ordre des rapports internationaux. Plus récemment, le gouvernement a signé avec l'Angleterre une convention qui, tout en nous garantissant une libre voie commerciale vers le Nil, nous assure, dans le nord-ouest de l'Afrique, un véritable empire colonial.

Ce n'est pas, dit M. Ch. Dupuy, pour ajouter des terres à des terres que nous avons négocié. Nous avons à régler le différend créé par l'incident de Fachoda, et j'ai le droit de dire que notre diplomatie l'a réglé au mieux de nos intérêts et à la satisfaction de notre honneur, en s'inspirant de ce principe formulé dans notre déclaration ministérielle qui consiste simplement et sagement à proportionner les efforts à la valeur du but.

Le président du Conseil estime que les agitations dont le pays perçoit les échos sont des agitations de surface et que, sous cette surface troublée, il y a le calme, le travail et la sécurité.

Quant à l'affaire, qui est la principale cause de ce trouble superficiel, je veux et je dois en dire un mot: elle a pris des proportions extraordinaires et les incidents les plus divers sont venus s'y rattacher et la compliquer. Heureusement, nous commençons à en apercevoir le terme. Elle sera dénouée par la Cour de cassation dont l'arrêt, quel qu'il soit, s'imposera à tous. Quel sera cet arrêt? Je l'ignore et je ne veux même pas me le demander. La Cour suprême dira ce qui doit être dit; car elle parlera selon le droit et la justice. Or, c'est là ce qui importe à ceux qui, sans pression et sans parti pris, ne se donnent pas la mission indigne et téméraire de préjuger un arrêt qui fera la pleine lumière et nous délivrera de ce douloureux canchamar. Mais nous tenons à dire une fois de plus que nous réprochons les polémiques qui s'obtiennent en cette affaire à mettre en cause l'armée nationale et qui, par des généralisations injustes, veulent la rendre solidaire des aberrations et des fautes de quelques-uns. L'indemnité de l'arrêt qui, seul, permettra de les stabiliser exactement, les responsabilités seront définies et les sanctions suivront si elles sont reconnues nécessaires.

Mais, je vous le demande, est-ce que ces sanctions atteindront l'armée? Est-ce que le châtiment de fautes individuelles atteindra cette grande famille qui constitue tous les fils de la patrie? Est-ce que le drapeau flottera moins fièrement sur elle? Est-ce que quelle ne continuera pas d'être, selon les paroles du Président de la République, la sécurité du présent et l'espérance de l'avenir, la gardienne de l'indépendance de la Constitution et des lois?

S'il est des hommes qui osent le penser — ces hommes, qu'ils le veulent ou non, sont les ennemis de leur propre pays — laissons-les à leur coupable folie, et restons en nous l'armée nationale pleine de gratitude et de confiance.

Les cinq cents convives qui prenaient part au banquet ont fait au président du Conseil une véritable ovation.

Dans l'après-midi M. Charles Dupuy a visité les hospices. A la tombée de la nuit toutes les maisons se sont illuminées. La journée s'est terminée par un grand feu d'artifice, suivi d'une retraite aux flambeaux.

Aujourd'hui, le président du Conseil recevra à la préfecture les corps constitués; le soir, il assistera au dîner offert en son honneur par le Conseil général. Il quittera le Puy demain matin et sera de retour à Paris le soir à onze heures.

Jules Cardane

BOTTES & BOTTINES

La plus belle exposition de chaussures jaunes pour messieurs et pour dames se trouve actuellement, 22, boulevard des Italiens, à la Grande Cordonnerie Tortoni. L'attention se porte particulièrement sur la bottine à boutons, lige chevreau jaune, claque vau russe. Cette nouvelle création du bottier chaussant le Tout-Paris élégant sera le succès de la saison. Son prix minime de 18 fr. 50 l'impose à tout gentleman habitué à la correction parfaite de sa chaussure.

UN PEU DE SPORT

LE CHEVAL DE M. MARIUS

PAR CARAN D'ACHE



— Il a un cœur du Midi, dit M. Marius, je suis forcé de lui accrocher un poids pour le calmer...

— Et Dieu seul sait jusqu'où il irait, si je ne le retenais pas. — Fichtre! Mais pourquoi ne l'avez-vous pas produit à l'Hippique?



— Vous plaisantez! C'est le premier tambourinaire du pays pour la farandole du Président.

A l'Étranger

NOUVELLES

ITALIE

LE VOYAGE EN SARDAIGNE

Rome, 9 avril. — Parlant du voyage des souverains en Sardaigne, le *Popolo*, organe officieux, dit: « Ce voyage fournit l'occasion d'une démonstration amicale et flatteuse, d'un caractère international, par la présence des escadrons anglais et français. »

La présence de l'escadron anglais est la confirmation d'une vieille amitié de famille qui n'a jamais été troublée, malgré le désir de certains. La présence de l'escadron français est la constatation de l'amélioration de la situation dans les rapports entre les deux nations à la suite du récent accord commercial.

« L'Allemagne et l'Autriche, auxquelles nous sommes toujours étroitement liés, ne peuvent naturellement pas participer à cette fête, car elles ne sont pas représentées par une force navale dans la Méditerranée; mais elles voient avec sympathie les hommages que les escadrons des deux plus grandes puissances maritimes rendront à l'Italie. »

Le journal annonce que M. Luzzatti négocie à Paris un codicille à l'accord commercial au profit de la Sardaigne. C'est une allusion du *Popolo* relative à l'exportation du bétail sarde en France.

Cagliari, 9 avril. — L'escadre française est arrivée à trois heures de l'après-midi. La mer est très agitée.

M. BARRÈRE ET LES DÉLÉGUÉS DE LA PRESSE FRANÇAISE

Rome, 9 avril. — Aujourd'hui, M. Barrère, ambassadeur de France, a offert un déjeuner en l'honneur des principaux délégués français au congrès international de presse. Parmi les invités, on remarquait: MM. Strauss, Humbert, Brière, Denais, Montlouis, Lepelletier, Viel, Mendès, Bernard et Thibaud.

RUSSIE

LES NÉGOCIATIONS ANGLO-RUSSES

Saint-Petersbourg, 9 avril. — L'information publiée par les journaux étrangers et d'après laquelle les gouvernements russe et anglais auraient déjà signé un traité concernant les affaires de Chine est inexacte. Les négociations

CONTRE LE TABAC

CONTRE LE TABAC

En fumant, je me suis rendu hier, rue de Grenelle, à la Société contre l'abus du tabac qui a, sous les yeux d'un représentant du gouvernement, procédé solennellement à la distribution de trente-huit prix et de seize distinctions honorifiques.

On a récompensé surtout des instituteurs, parce que ce sont eux notamment qui font la guerre au tabac; mais cela n'a pas empêché M. Trounev, secrétaire général de l'Agence Havas, d'avoir une médaille d'argent; le général Bousson, un prix de propagande; la comtesse de Bryas, née de Vogüé, la comtesse de Montalembert, la duchesse d'Uzès, des diplômes.

C'est le docteur Hache qui a été chargé du rapport sur les prix. Il nous a terrifiés en énumérant les crises de nerfs, les accidents cardiaques dus aux music-halls dans lesquels il est permis de fumer.

Le docteur Georges Petit, frère du secrétaire général d'Ormesson, félicite les instituteurs de leur ardeur à poursuivre le fléau; il annonce que déjà de nombreux membres du Parlement sont prêts à voter une loi contre les enfants qui fument; il convoque l'assemblée au congrès international de l'Exposition de 1900, où il développera sa thèse de la propagation de la tuberculose par les fumeurs.

Ici un entr'acte musical dont je profite pour aller fumer une cigarette. Quand je reviens, le docteur Koriz est en train de démontrer que le tabac conduit à tous les vices: l'abus de l'alcool, le jeu, etc. L'orateur console néanmoins ses auditeurs en établissant que l'ennemi triomphant du tabac, c'est... la musique, surtout quand on en fait en famille.

La séance s'est terminée par un gentil concert où l'Opéra et l'Odéon étaient représentés; mais il faut croire que les inspirations de Massenet, de Delibes, de

Francis Thomé ne sont pas si tabacides que cela, car je n'ai pas été le seul à partir en fumant.

Charles Chincholle.

ARRESTATION DE MAX RÉGIS

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Alger, 9 avril.

M. Max Régis a été arrêté aujourd'hui, sur mandat d'amener de M. Eon, procureur de la République, faisant fonctions de procureur général. L'arrestation est due à un discours des plus violents prononcé par Max Régis, au meeting d'hier. Elle vise le délit d'outrages envers un fonctionnaire de l'ordre administratif, c'est-à-dire envers le gouverneur général. Certaines épithètes employées au cours du meeting — comme « gouverneur criminel » et « ordure » — auraient principalement motivé cette mesure; mais elle résulte surtout d'un ensemble de circonstances, car depuis longtemps des injures assez graves avaient été adressées à M. Lefebvre, gouverneur général, par la voie de l'*Antijui*; sans que l'autorité supérieure en eût manifesté la moindre émotion.

Vers sept heures du matin, M. Schwartz, commissaire central, se présentait chez Mlle Norcy, rue Rovigo, où la présence de Max Régis avait été signalée. Mlle Norcy est une ancienne actrice qui eut, comme tant d'autres, son heure de vogue à Paris. Parmi les rôles qu'elle créa, se trouve celui de Francine, qui appartient à l'opérette *le Papa de Francine*, de MM. Gavault et de Cottens. Depuis son retour à Alger, Mlle Norcy s'était peu à peu détachée du théâtre et n'avait paru qu'accidentellement sur la scène du Municipal.

Tout en s'excusant des exigences de sa mission, M. Schwartz s'assura de la personne de Max Régis qui s'attendait d'ailleurs à son arrestation et en avait même prévenu sa compagne. M. Max Régis montra beaucoup de sang-froid et ne fit aucune difficulté pour se mettre aux ordres du commissaire qui le fit monter en voiture et le conduisit à la préfecture, où il subit un premier interrogatoire sur les faits qui lui étaient reprochés. M. Régis maintint énergiquement ses paroles, l'ordre fut donné de le transférer immédiatement au fort de Sidi-Ferruch, distant de 24 kilomètres d'Alger. Le transfert s'accomplit sans incident.

Dans la matinée, plusieurs démarches ont été faites à la préfecture pour obtenir l'élargissement du prisonnier. Elles sont demeurées sans résultat. L'avocat de Max Régis n'a pu obtenir le permis de communiquer avec

son client et a envoyé une protestation télégraphique au ministre de la justice.

La ville est demeurée calme.

R. Marie-Lefebvre.

LA SOMATOSE

Alimentez, suralimentez les tuberculeux, tel est le conseil que donnent aujourd'hui les médecins les plus autorisés. D'autre part, il faut ménager l'estomac, la place forte des phisiques. Aussi la Somatose est-elle considérée pour eux comme l'aliment sans rival, puisqu'elle donne le maximum de nourriture utile avec le minimum de travail digestif.

CHRONIQUE IMMOBILIÈRE

Malgré le mauvais temps et le vent de tempête qui souffle depuis deux jours, nous ne devons pas oublier que nous touchons à l'époque des départs et que la Chronique immobilière du *Figaro* peut être utile, dès maintenant, à de nombreuses familles en les aidant dans le choix d'une propriété de campagne confortable autant qu'agréable. Nous profiterons donc de ce que les vacances de Pâques ont suspendu les ventes d'immobilières par adjudication, pour réserver cette Chronique à la publication d'une longue liste de propriétés dont on propose la vente. Nous ajouterons que les propositions nous sont toutes transmises directement par les propriétaires, sans aucune intervention intermédiaire.

Nous indiquons dernièrement, comme une occasion exceptionnelle à saisir, la vente d'un grand château dans l'Aisne, vente rendue nécessaire par des circonstances particulières de famille.

Nous compléterons aujourd'hui cette courte note par quelques détails de description de cette propriété.

Le château est situé à 3 kilomètres d'une gare et à deux heures de Paris, ligne de Soissons. Il est entouré de douves alimentées par une source importante qui prend naissance dans la propriété.

L'habitation, très belle et moderne, comporte une très belle réception, douze chambres de maîtres et tout le confort moderne. Elle est entourée d'un très grand et beau parc aux arbres superbes, et d'un potager d'un hec-

tare, le tout en parfait état. L'ensemble, d'une superficie de 50 hectares, comprend une pièce d'eau, et, comme réserves, des bois, savaris, et un moulin non exploité; en outre, une ferme comportant 150 hectares de plaines d'un seul tenant. La chasse est abondante en lièvres et perdreaux.

Par le seul prix de 400,000 francs que nous avons indiqué, et qui est de plus de moitié inférieur à celui que la propriété a coûté, on peut se rendre compte de tout l'avantage que présente cette affaire.

Ajoutons que l'on peut facilement visiter.

ON DESIRE VENDRE ENCORE:

1° Propriété à Châtenay (Seine), Contenance 3,500 mètres. — Prix: 85,000 francs. Facilités ou annuités.

2° Un beau château dans la Somme. Contenance 14 hectares, belle vue. — Prix: 180,000 francs.

3° Une propriété près Melun. Grand parc traversé par une petite rivière. — Prix: 80,000 francs.

4° Belle villa, entre Saint-Germain et Le Pecq. Très belle vue. — Prix: 85,000 francs.

5° Grand château dans la Somme, parc de 10 hectares, 10 chambres de maîtres, orangerie, écurie pour 10 chevaux, maison de jardinier, dépendances. A coûté 800,000 francs. — Prix demandé: 500,000 francs.

6° Propriété, chef-lieu de canton, Dordogne, conveniendrait à retraité ou rentier. — Prix: 35,000 francs.

7° Propriété dans la Corrèze, 200 mètres grande gare. Contenance 32 hectares, 2 fermes; réserves. Revenu brut, 12,000 francs. — Prix: 125,000 francs. Première moitié comptant, le reste à 4 0/0.

8° Propriété en Seine-et-Oise. Parc 12 hectares. Traversée par une rivière. — Prix: 130,000 francs. On céderait partie du mobilier.

9° Propriété dans l'Yonne, 2 kil. de gare, nombreuses chambres écurie cinq chevaux, remises cinq voitures, logements de gardes et jardinier. Parc 13 hectares. Chasse sur 13 hectares de bois et 325 hectares de plaines. Pièce d'eau alimentée par des sources. Prix: 200,000 francs.

10° Belle villa dans l'Indre-et-Loire, près gare, grande ligne. Contenance: 3 hectares et demi. Prix: 150,000 francs.

11° Belle propriété de campagne à Poissy. Prix: 55,000 francs.

12° Belle propriété à Suresnes (Seine), contenance: 3,000 mètres, a coûté plus de 100,000 francs. On demande 75,000 francs.

13° Propriété en Normandie, contenance: 2 hectares 1/2. Prix: 128,000 francs.

14° Belle ferme, près Rambouillet, louée 3,700 fr. Prix demandé: 100,000 francs.

15° Château, ligne de Granville, contenance: 2 hectares, a coûté 800,000 fr. Prix: 150,000 francs.

16° Propriété à Mantes-la-Jolie, conte-

Bords de la Mer

PRÈS MER A louer, CHATEAU DE SÉRIAC EN MUZILLAC, 10 pièces meublées. Chasse 170 hect. — DION, place Delorme, Nantes.

VOYAGES ET EXCURSIONS

Grands Hôtels recommandés à l'étranger

ALLEMAGNE

CENTRAL-HOTEL, le plus grand et le plus élégant hôtel de 500 chamb. En face la gare de Friedrich-Strasse.

WIESBADEN HOTEL KAISERHOF et AUGUSTA VICTORIA BAD

WIESBADEN Hôtel Nassauerhof, magnifiquement reconstruit et agrandi.

Hôtels recommandés de France
Pensions de famille, Boarding-Houses et Casinos

AVIS Ces Annonces jouissent d'une très grande réduction pour un minimum de 15 insertions par mois.

SAISON DE BAINS SALINS
— GRAND HOTEL
BIARRITZ

1^{er} ORDRE, 4^e confort. Sit. un. au Midi. Mer. Calorif. Ascens. Lumière électr. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêches. Havas Téléphone. — Arrangements et pension à prix modér.

PRENEZ GARDE, Madame

vous commencent à grossir, et grossir, c'est vieillir. Prenez donc tous les jours deux dragées de **THYROIDINE BOUTY**, et vous éviterez ou retarderez l'arrivée de la flaque de 40 dragées est expédiée franco par le LABORATOIRE 2, rue de Châteaudun, Paris, contre mandat-poste de 10 francs. TRAITEMENT INOCCUPÉ ET ABSOLUMENT CERTAIN. — Avoir soin de bien spécifier: Thyroïdine Bouty.

L'Économiste Européen

(8^e Année)
Paraissant le Vendredi, à Paris (48 pages); formant, chaque semestre, un beau volume de 1.248 pages.
Rédacteur en Chef: EDMOND THÉRY

1^{re} PARTIE (Statistique mondiale). — 1^{re} Situation hebdomadaire de toutes les banques d'émission; encaisse et argent, circulation, taux de l'escompte; 2^e Tableau et Revue des Changes européens, américains et asiatiques; 3^e Chronique monétaire universelle: études, documents monétaires et statistiques des métaux précieux, etc.

2^e PARTIE (France). — Situation politique; Études économiques et financières d'actualité; Statistiques et Informations; Marché financier français; Tableau des valeurs négociées à Paris avec comparaisons rétrospectives, etc.

3^e PARTIE (Étranger). — Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Espagne, Grèce, Hollande, Italie, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Amérique et Asie. Correspondances; Débats parlementaires; Budgets; Commerce; Productions; Statistiques, etc.

4^e PARTIE (Mines d'or). — Supplément de 42 pages consacré aux Mines d'or: Études, Marchés, Cotes, Productions, Dividendes, etc.

Abonnements: — FRANCE: 6 mois, 14 fr.; un an, 25 fr. — ÉTRANGER: 6 mois, 18 fr.; un an, 32 fr.

BUREAU: 11, rue Monnaie, PARIS.

NICE-CIMIEZ La plus merveilleuse station du littoral. Idéale station EXCELSIOR-HOTEL-REGINA d'aérothérapie à 110 mètres d'altitude. Séjour de S. M. la Reine EXCELSIOR-HOTEL-REGINA d'Angleterre. Plan et Tarif de l'Hôtel franco sur demande. EXCELSIOR-HOTEL-REGINA Du 15 novembre au 30 avril.

PARIS. LANGHAM HOTEL Avenue de l'Alma Ch.-Elys. L'hôtel par excellence des familles aristocrates.

PARIS HOTEL BRADFORD, 10, r. St-Ph. du Roule, pr. R. d'Alger. Clientèle châtelines.

PARIS PENSION DE FAMILLE Confort mod. Beaujard 11, av. Beaunour (F. St-Honoré)

Paquebots-poste français

DEPARTS
JEUDI 13 AVRIL
VILLE-DE-BONNE (C. G. T.), capit. Biagini, de Marseille, 1 h. soir, pour Alger, Bougie, Djidjelli, Collo, Philippeville, Bône, La Calle, Tabarka, Bizerte et Tunis.

MELBOURNE (M. M.), capit. Riquier, de Marseille, à 4 heures soir, pour Alexandrie, Port-Saïd, Beyrouth, Tripoli, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Larnaca, Beyrouth, Rhodes, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Dardanelles, Smyrne et Le Pirée.

MOÏSE (C. G. T.), capit. Franceschi, de Marseille, à 5 h. soir, pour Oran (Mostaganem et Arzew facultatifs).

SAISON 1900 1^{er} ORDRE, 4^e confort. Sit. un. au Midi. Mer. Calorif. Ascens. Lumière électr. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêches. Havas Téléphone. — Arrangements et pension à prix modér.

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

VENDREDI 14 AVRIL
ST-AUGUSTIN (C. G. T.), capit. Poggi, de Marseille, à midi, pour Bizerte, Tunis et Malte.
COROUAN (M. M.), capit. Tiat, de Bordeaux pour Vigo, Porto-Leixões, Lisbonne, Pernambuco, Bahia, Rio-Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres.
URUGUAY (C. R.), capit. Morice, de Pauillac, pour Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

SAMEDI 15 AVRIL
LA GASCOGNE (C. G. T.), capit. Simon, du Havre, à 11 h. 18 mat., pour New-York. (Le train spécial transatlantique partira de Paris, gare St-Lazare, le samedi 15 avril, à 6 h. 55 mat.)
DÉSIRADE (C. G. T.), capit. Lemarchand, de Marseille, à 4 h. matin, pour St-Louis, Alger et Bougie.

VILLE-D'ORAN (C. G. T.), capit. Pierlandini, de Marseille, à midi, pour Philippeville et Bône.
GENERAL-CHANZY (C. G. T.), capit. Lelanchon, de Marseille, à 1 h. soir, pour Alger (rapide).
SIDON (M. M.), capit. David, de Marseille, à 4 heures soir, pour Le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Samsoun, Trébizonde et Batoum.

ABD-EL-KADER (C. G. T.), capit. X..., de Marseille, à 5 h. soir, pour Oran et Carthagène.

DIMANCHE 16 AVRIL
BASTIA (C. G. T.), capit. Dor, de Marseille, à 5 h. soir, pour Bougie et Alger.

VILLE-DE-MARSEILLE (C. G. T.), capit. Bargilliat, du Havre pour Bordeaux-Pauillac, St-Thomas, Porto-Rico, St-Domingue et Haïti.

SAISON 1900 1^{er} ORDRE, 4^e confort. Sit. un. au Midi. Mer. Calorif. Ascens. Lumière électr. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêches. Havas Téléphone. — Arrangements et pension à prix modér.

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX
Liseronine du Dr Davysson
REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS
Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale
(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)
Livré dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE
CLIMAT PRIVILÉGIÉ
Promenades superbes

WIESBADEN
Pendant toute l'année, cures de bains et d'eau de toutes sortes, ainsi que tous les rémèdes de l'hygiène moderne.

MÉDECINS SPÉCIALISTES CÉLÈBRES
RICHE PROGRAMME DE DIVERSIONS DU KURHAUS
Prospectus gratuits par la DIRECTION DES BAINS.

TOUTE PERSONNE SOLVABLE PEUT, à la BOURSE, sans avancer d'ARGENT, gagner beaucoup d'ARGENT

TONKIN (M. M.), capit. Vaquier, de Marseille, à 4 heures soir, pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Singapore (et par transbordement Batavia et Samarang), Saigon (correspondance avec la ligne du Tonkin et avec Bangkok), Hong-Kong, Shang-Hai, Nagasaki, Kobe et Yokohama.

MOUVEMENTS
Colombo, 7 avril.
POLYNESIE (M. M.), parti à 1 h. matin, venant d'Australie.

CALEDONIE (M. M.), parti à 10 h. matin, venant de l'Indo-Chine.
Dakar, 7 avril.
GHILI (M. M.), parti à 8 h. matin, venant de La Plata et du Brésil.

PELOU (M. M.), parti à 4 h. matin, venant de Maurice, La Réunion et Madagascar.
Marseille, 8 avril.
SYDNEY (M. M.), arrivé à 5 h. matin, venant de l'Indo-Chine.

GUADALQUIVIR (M. M.), arrivé à 8 h. matin, venant de La Sude.
Santander, 8 avril.
WASHINGTON (C. G. T.), arrivé à midi, venant de Vera-Cruz et La Havane, parti à minuit pour Saint-Nazaire.

LA CHAMPAGNE (C. G. T.), parti à midi pour Le Havre.
Le Havre, 9 avril.
LA TOURAINE (C. G. T.), parti à 7 h. matin pour New-York. (Retardé par mauvais temps.)

SAISON 1900 1^{er} ORDRE, 4^e confort. Sit. un. au Midi. Mer. Calorif. Ascens. Lumière électr. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêches. Havas Téléphone. — Arrangements et pension à prix modér.

PERSONNELS sur toutes garanties: Maisons, Successions, Ventes, etc. (sans avoir à verser). Titres nominatifs (en conservant ses titres), etc. Avance immédiate. — M. DAUPHIN, 32, rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 15-48.

WIESBADEN, au pied du Taunus, près du Rhin, offre aux étrangers tous les agréments d'une ville d'eaux et d'une grande cité. (Voir Guide Petit, BORDS DU RHIN).

SAISON TOUTE L'ANNÉE